



Statistiques issues de l'enquête sur l'impact de l'épidémie relativement aux structures ayant une pratique d'éducation relative à l'environnement.

## LES REpondants A L'ENQUETE AU 30 AVRIL 2020

Ce sont au total 44 structures contre 30 au 15 avril qui ont répondu au questionnaire entre le 3 et le 30 avril, dans un contexte de très fort ralentissement de leur activité et de ressources humaines très fortement diminuées. Sur ces 44 structures, seules 22 renferment des informations exploitables sur la totalité des questions ; les autres ne permettant qu'une exploitation partielle.

Il faut noter que les plus petites structures ont beaucoup de difficultés à fournir une analyse financière dans la mesure où elles n'en ont pas une connaissance précise. Par rapport aux données du tableau de bord national de l'éducation à l'environnement, il est clair que le manque d'analyse est directement corrélé avec la disparition des subventions de fonctionnement et la généralisation des subventions de projet qui ne permettent pas de dégager du temps et des moyens pour le pilotage des structures. Les acteurs franciliens de l'éducation relative à l'environnement subissent notamment une forte tension sur leurs capacités de pilotage de leurs structures, donc de leur capacité à faire face aux situations exceptionnelles telles que les contraintes liées à l'épidémie de coronavirus.

Les données brutes ont parfois fait l'objet de corrections quand les valeurs indiquées n'étaient pas cohérentes ou ne correspondaient pas à ce que nous en connaissions. Ces corrections ont concerné 3 répondants avec une seule valeur corrigée pour chacun.

La très grande majorité des répondants sont des associations, mais tous les types de structures sont représentés :

Type de structures	Nombre	Pourcentage
Association	37	84,09 %
Entreprise	1	2,27 %
Indépendant	2	4,55 %
Collectivité	4	9,09 %
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>100,00 %</b>



La répartition du nombre de salariés correspond à ce qui a été constaté au niveau des tableaux de bord de l'éducation à l'environnement francilien et nationaux avec seulement une proportion un peu plus importante des structures n'ayant pas ou très peu de salariés. Ces résultats confirment la prépondérance des structures ayant entre un à dix salariés (65,91%) :

Nombre de salariés	Nombre	Pourcentage
Aucun salarié	7	15,91 %
Un salarié	7	15,91 %
De 2 à 5 salariés	15	34,09 %
De 6 à 10 salariés	6	13,64 %
De 11 à 50 salariés	6	13,64 %
Plus de 50 salariés	3	6,82 %
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>100,00 %</b>

Les répondants n'ont pas tous une activité qui relève uniquement de l'éducation à l'environnement, ils effectuent aussi des prestations d'étude et de gestion d'espaces naturels ou non. Elle est cependant l'activité majoritaire, entre 71 et 100 %, pour une large majorité d'entre elles (62,50 %). Seules 22,50 % des structures ont moins de 50 % de leur activité dédiée à l'éducation relative à l'environnement.

Part de l'action éducative	Nombre de structures	Pourcentage	Groupes
Entre 0 et 10 %	2	5,00 %	22,50 %
Entre 11 et 20 %	2	5,00 %	
Entre 21 et 30 %	0	0,00 %	
Entre 31 et 40 %	3	7,50 %	
Entre 41 et 50 %	2	5,00 %	
Entre 51 et 60 %	1	2,50 %	15,00 %
Entre 61 et 70 %	5	12,50 %	
Entre 71 et 80 %	6	15,00 %	62,50 %
Entre 81 et 90 %	6	15,00 %	
Entre 91 et 100 %	13	32,50 %	
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

## L'IMPACT RELATIF A L'ACTIVITE

Volume d'activité sur mars avril 2020	Prévu	Annulé	Pourcentage
En nombre de journées	3252,75	1 552,50	47,73 %
En nombre de journées .personnes	3326,75	2185,3	65,69 %

Les structures ont une bonne estimation de l'impact sur les mois de mars et d'avril ; beaucoup moins sur les mois suivants en raison de l'incertitude sur la levée du confinement et sur la reprise du secteur scolaire et périscolaire. Quasiment la moitié des journées d'activité ont été annulées sur cette période en sachant que l'arrêt total n'a commencé qu'à partir de la fermeture des équipements scolaires et des établissements recevant du public.



Une très grande majorité des structures ont quasiment mis à l'arrêt leur activité en ne conservant qu'au maximum 10 % de leur activité. Plus de la moitié ont subi une baisse d'au moins 50 % de leur activité. Les structures ayant une activité plus diversifiée ont pu maintenir entre 50 et 70 % de leur activité et deux n'ont quasiment eu aucune baisse de leur activité :

Proportion de l'activité maintenue	Nombre de structures	Pourcentage	Groupes
Entre 0 et 10 %	11	28,21 %	41,03 %
Entre 11 et 20 %	2	5,13 %	
Entre 21 et 30 %	3	7,69 %	
Entre 31 et 40 %	3	7,69 %	15,38 %
Entre 41 et 50 %	3	7,69 %	25,64 %
Entre 51 et 60 %	9	23,08 %	
Entre 61 et 70 %	1	2,56 %	17,95 %
Entre 71 et 80 %	5	12,82 %	
Entre 81 et 90 %	1	2,56 %	
Entre 91 et 100 %	1	2,56 %	
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>100,00 %</b>	

## L' IMPACT SUR L' EMPLOI

Il faut noter qu'à ce moment du développement de l'épidémie, les structures ont fait très majoritairement le choix de maintenir au maximum leurs emplois en conservant 91,83 % de leurs personnels, la différence portant essentiellement sur les CDD et emplois saisonniers. Elles ont par contre très fortement réduit leur volume de travail en ne conservant que 25,62 % des équivalents temps plein, cela en faisant appel aux mesures de chômage partiel et d'arrêt de travail.

Emplois entre mars et juin	Prévu	Conservé	Pourcentage
En nombre de personnes	345	316,8	91,83 %
En nombre d'ETP	289,15	74,07	25,62 %

Il s'agit, toutefois d'une mesure d'attente qui doit être pondérée par l'impact financier potentiel et les mesures envisagées par les structures dont 31,03 % d'entre elles envisagent de faire appel à des licenciements et/ou des non renouvellements de CDD.

Il est à noter la grande incertitude qui pèse sur les emplois saisonniers et les stagiaires. Ceux-ci sont directement liés à l'intensité de l'activité et donc aux mesures prises dans le cadre de l'épidémie. Ainsi l'enquête montre que les structures avaient prévu l'accueil de 49 stagiaires. Cet accueil, s'il est impossible pour ceux relevant directement de l'activité éducative risque de mettre en cause la validation des formations et l'obtention des diplômes espérés par ces stagiaires. Il est aussi évident que les obligations d'accueil liées à l'obtention de subventions régionales ne pourra être respecté dans la situation actuelle.



## L'IMPACT SUR LES FINANCES

La forte baisse de l'activité des structures impacte directement leur santé financière dans la mesure où les produits de cette activité sont, avec les subventions des collectivités territoriales ou de l'Etat, leurs seules ressources.

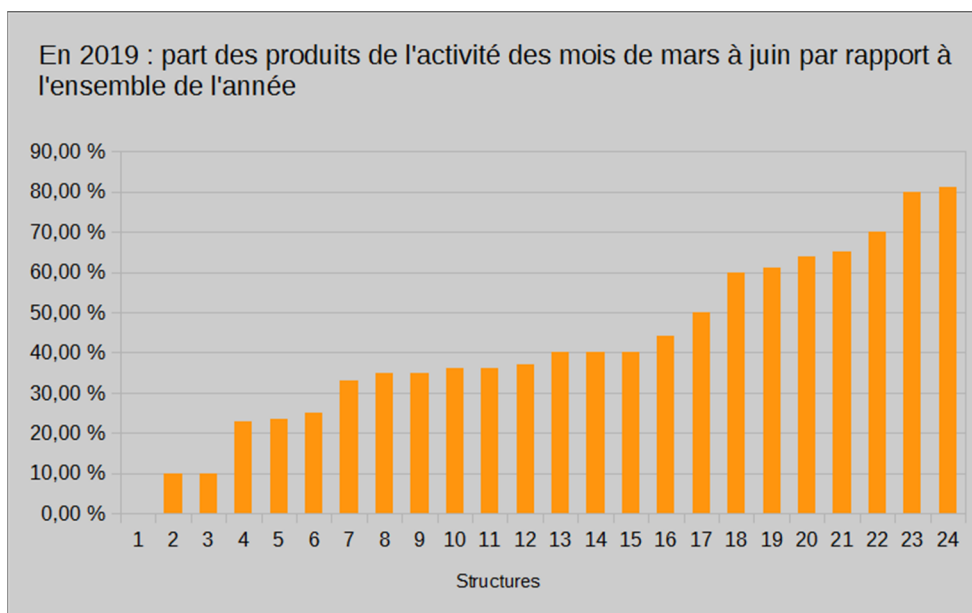
La part des ventes et prestations éducatives dans les produits de l'année 2019 permet de connaître le modèle économique des structures ayant répondu à l'enquête. Pour 56,41 % d'entre elles, elle représente entre 50 et 100 % de leurs produits, et même entre 90 et 100 % pour les 23,08 % les plus dépendantes :

Part des ventes et prestations éducatives dans les produits de 2019	Nombre de structures	Pourcentage	Groupes
Entre 0 et 10 %	6	15,38 %	23,08 %
Entre 11 et 20 %	3	7,69 %	
Entre 21 et 30 %	2	5,13 %	20,51 %
Entre 31 et 40 %	4	10,26 %	
Entre 41 et 50 %	2	5,13 %	
Entre 51 et 60 %	4	10,26 %	33,33 %
Entre 61 et 70 %	4	10,26 %	
Entre 71 et 80 %	5	12,82 %	
Entre 81 et 90 %	1	2,56 %	23,08 %
Entre 91 et 100 %	8	20,51 %	
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Cette principale dépendance aux produits de l'activité est confirmée par la part relativement faible des subventions dans les produits puisqu'elle ne dépasse pas 50 % pour 82,05 % d'entre elles.

Part des subventions dans les produits de 2019	Nombre de structures	Pourcentage	Groupes
Entre 0 et 10 %	14	35,90 %	46,15 %
Entre 11 et 20 %	4	10,26 %	
Entre 21 et 30 %	6	15,38 %	35,90 %
Entre 31 et 40 %	6	15,38 %	
Entre 41 et 50 %	2	5,13 %	
Entre 51 et 60 %	2	5,13 %	12,82 %
Entre 61 et 70 %	0	0,00 %	
Entre 71 et 80 %	3	7,69 %	
Entre 81 et 90 %	2	5,13 %	5,13 %
Entre 91 et 100 %	0	0,00 %	
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Si on veut mesurer spécifiquement l'impact sur les mois de mars à juin, il est possible de se référer aux données constatées en 2019 et à la part des recettes que représentait cette période par rapport à l'ensemble de l'année :



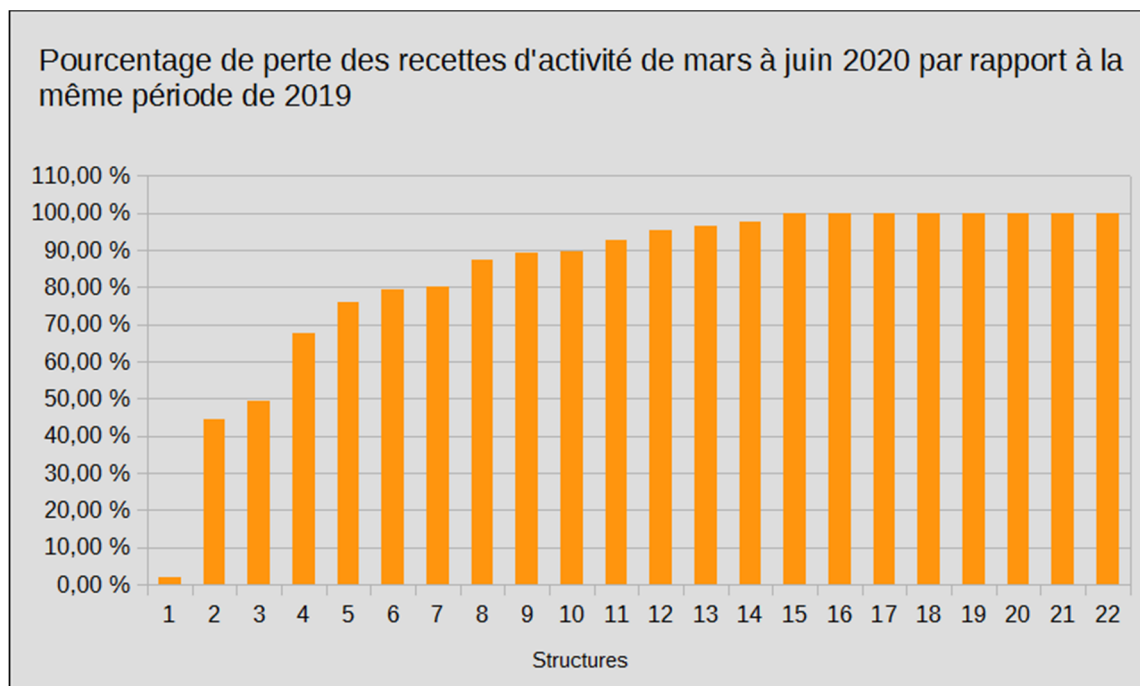
Part des ventes et prestations éducatives des mois de mars à juin en 2019	Nombre de structures
Nombre de structures	44
Sans réponse	20
Répondants	24
Minimum	0,00 %
Maximum	81,00 %
Moyenne	28,61 %
Médiane	38,50 %

Ces quatre mois ont représenté entre 10 et 81 % des recettes de l'activité de l'exercice 2019. Ce qui correspond au fait que l'action éducative est souvent saisonnière pour les structures de petite taille ou dont l'objet lui-même est saisonnier. La répartition est assez uniforme avec une médiane entre 37 et 40 %, la moyenne n'étant que peu significative en raison de la très forte différence du volume des produits entre les structures. On constate que plus de la moitié (57,14%) des structures réalise au moins 50 % de ses produits sur les mois de mars à juin. Elles seront les plus exposées à l'impact financier de l'épidémie.

Il a été ensuite demandé aux structures d'évaluer le pourcentage de perte de recettes d'activité des mois de mars à juin 2020 par rapport aux mêmes mois de 2019. Seules sept structures estiment perdre moins de 80 % de leurs recettes sur la période en raison de l'épidémie. Quinze subissent une perte de plus de 80 % dont la totalité pour huit d'entre elles. Le fait que certaines structures aient pu fonctionner jusqu'au 13 mars explique en partie que le pourcentage de sept structures se situe entre 80 et 90 % de pertes



Ces données montrent clairement l'ampleur du risque financier conjoncturel très important qui touchera les structures d'autant plus qu'elles présentent un risque financier structurel.



Si on se réfère à l'exercice 2019, on peut déjà évaluer la fragilité financière des structures en mesurant le nombre de mois moyens de charges qui sont couverts par les fonds propres. Six ont un risque financier structurel très fort car leurs fonds propres couvrent au maximum deux mois de leurs charges moyennes. Le dépôt de bilan n'est pas à exclure pour celles-ci. Neuf structures couvrent seulement 6 mois de charges moyennes, ce qui correspond à la durée d'impact de l'épidémie avant de revenir à une situation d'activité proche de la normale en septembre 2020. Seules neuf structures vont pouvoir absorber le déficit de trésorerie au-delà de 6 mois.

Nombre de mois de charges couverts par les fonds propres	Nombre de structures	Risque financier	Pourcentage	Groupes
Moins de 1 mois	3	Très fort	25,00 %	62,50 %
Entre 1 et 2 mois	3			
Entre 2 et 3 mois	1	Fort	37,50 %	
Entre 3 et 4 mois	3			
Entre 4 et 5 mois	4			
Entre 5 et 6 mois	1	Moyen	37,50 %	37,50 %
Entre 6 et 7 mois	1			
Plus de 7 mois	8			
	24		100.00 %	100.00 %



Pour compléter ce risque financier structurel, il a été demandé aux structures d'indiquer le nombre de mois pour lesquels elles estimaient maintenir une trésorerie positive.

Nombre de mois de trésorerie positive estimée	Nombre de structures	Risque financier	Pourcentage	Période
Moins de 1 mois	5	Très fort	29,41 %	79,41 %
Entre 1 et 2 mois	5			
Entre 2 et 3 mois	6	Fort	50,00 %	
Entre 3 et 4 mois	1			
Entre 4 et 5 mois	5			
Entre 5 et 6 mois	5			
Entre 6 et 7 mois	1	Moyen	20,59 %	20,59 %
Plus de 7 mois	6			
	34		100,00 %	100,00 %

Les réponses sont plus pessimistes que l'indique le risque structurel puisqu'elles sont l'image de l'impact cumulé du risque structurel et du risque conjoncturel. Alors que le risque structurel touchait potentiellement 62,50 % des répondants à un niveau fort ou très fort, on s'aperçoit que leurs réponses indiquent un risque de trésorerie fort ou très fort pour 79,41 % d'entre elles. Ce chiffre est particulièrement inquiétant dans la mesure où les petites structures n'ont pas toujours la possibilité d'un endettement cautionné.

## L'ETAT D'ESPRIT DES STRUCTURES

L'une des questions portait sur les problèmes que les structures pensaient rencontrer en 2020 en raison de l'impact de l'épidémie. Les résultats nous montrent une prépondérance du fort déficit de trésorerie qui intervient dans 25 réponses à cette question sur les 29 répondants, soit 86,21 % d'entre elles. Il est un peu supérieur à celui attendu par les chiffres relatifs à 2019 et l'estimation de trésorerie examinée ci-dessus dans la mesure où le retour à une activité normale en septembre 2020 n'est pas une évidence pour les structures franciliennes d'éducation relative à l'environnement.

Problèmes identifiés	Nombre de structures	Pourcentage
Total des structures	44	
Sans réponse	15	
Répondants	29	100,00 %
Fort déficit de trésorerie	25	86,21 %
Licenciements	9	31,03 %
Dépôt de bilan	7	24,14 %
Non renouvellement de CDD	9	31,03 %

Neuf d'entre elles craignent un dépôt de bilan. Ce qui confirme les résultats précédents où nous envisagions un tel risque pour six structures.

Les licenciements et non renouvellements de CDD sont clairement envisagés par plus de la moitié des répondants.



**La possibilité, à l'issue du questionnaire, d'exprimer ses craintes et ses souhaits** a permis de faire émerger un certain nombre de sujets qui montrent la très grande inquiétude qu'ont les structures sur leur survie à court terme, moins de sept mois et à moyen terme, de sept à dix-huit mois.

En voici une compilation :

- L'interdiction des activités en groupe ne peut pas se prolonger trop longtemps sans mettre directement en cause la survie des structures.
- Il est nécessaire que les subventions sur projets soient maintenues sans décalage par rapport à leur mise en œuvre dans la mesure où le déficit de trésorerie pourrait, par la suite, empêcher leur réalisation.
- Le report des activités sur l'automne 2020 et le printemps 2021 ne permettra pas d'absorber les déficits de trésorerie créés au printemps 2020. Il faut des mesures de soutien immédiates.
- Les collectivités territoriales vont-elles reporter les actions éducatives qu'elles avaient commandées aux structures dans la mesure où leurs budgets ont aussi été mis à mal par l'épidémie et que leurs institutions délibératives ne fonctionnent quasiment plus.
- Les structures sont en attente de subventions de fonctionnement exceptionnelles de façon à faire face au déficit de trésorerie qui remet en cause leur pérennisation.
- La mise en œuvre de démarches collectives de la part des acteurs de l'EEDD doit permettre de développer de nouvelles sources de financement de leurs actions.
- Le développement des relations avec le secteur scolaire de façon à ce que l'éducation à l'environnement ne soit pas reléguée par rapport à d'autres préoccupations.
- Le partage des solutions administratives, financières et salariales entre les structures ainsi qu'une meilleure communication collective peut améliorer la situation.
- Les structures sont inquiètes sur le prolongement de l'indemnisation de l'activité partielle dans la mesure où il n'y a aucune certitude de retour à un volume d'activité normal à l'issue du confinement.
- Une très forte inquiétude sur le fait que l'impact conjoncturel de l'épidémie va venir s'ajouter au constat fait que le secteur de l'éducation à l'environnement est déjà fortement impacté par la disparition des subventions de fonctionnement et des emplois aidés, ainsi que par les fortes restrictions sur les budgets des communes.
- Beaucoup d'emplois qualifiés ont disparu au profit d'emplois précaires (stagiaires, services civiques) et fragilisent l'activité qui ne peut plus répondre à une mission éducative qui est un véritable service au public.
- Les budgets déjà mis à mal par l'épidémie ne vont pas permettre de mettre en œuvre les mesures de prévention nécessaires à la reprise de l'activité. Il faut un financement spécifique pour cela.
- L'édition de « fiches pratiques » pourrait rassurer nos partenaires pour le redémarrage des actions quant à notre capacité à intégrer les risques liés à l'épidémie.
- Il faut largement faire savoir que l'éducation à l'environnement est un secteur qui apporte des réponses au besoin de nature, de jardinage et lien social qui fera suite au déconfinement. Des moyens financiers spécifiques seraient utiles à la fois pour nos concitoyens et pour les structures.





## EXTRAPOLATION DES DONNEES A UN ENSEMBLE DE STRUCTURES PLUS IMPORTANT

Ce sont 202 structures franciliennes actives dans le champ de l'éducation à l'environnement qui nous sont connues ; elles se répartissent de la façon suivante :

	Structures	Pourcentage
Associations	119	58,91 %
Collectivités	67	33,17 %
Indépendants	8	3,96 %
Entreprises	8	3,96 %
<b>Total</b>	<b>202</b>	<b>100,00 %</b>

Cette répartition ne correspond pas à celle des répondants à notre enquête qui sont majoritairement associatifs (84,09%). Il n'est donc pas possible d'extrapoler nos données sur leur ensemble. Il est cependant possible de ne travailler que sur la stricte proportionnalité entre les **associations, entreprises et indépendants** connues (135) et celles ayant répondu à l'enquête sur l'ensemble des questions (36) et de croiser celles-ci avec les données des tableaux de bord de l'éducation à l'environnement. La reconstitution d'un tableau sur le risque financier est particulièrement intéressante :

Extrapolation du risque financier aux structures associatives et entrepreneuriales franciliennes				
Nombre de mois de trésorerie positive estimée	Pourcentage des structures	Nombre de structures	Cumul des structures	Risque financier
Moins de 1 mois	15 %	20	40	Très fort
Entre 1 et 2 mois	15 %	20		
Entre 2 et 3 mois	18 %	24	68	Fort
Entre 3 et 4 mois	3 %	4		
Entre 4 et 5 mois	15 %	20		
Entre 5 et 6 mois	15 %	20		
Entre 6 et 7 mois	3 %	4	28	Moyen
Plus de 7 mois	18 %	24		
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>135</b>	<b>135</b>	

Le constat est celui de la disparition très fortement probable de 40 structures et d'un risque potentiellement fort pour 68 autres. Ce risque n'inclut pas les différentes mesures prises à différentes échelles par les pouvoirs publics dont il n'est pas possible d'estimer l'impact sans une étude très approfondie. On peut cependant estimer que les structures qui vont cumuler le risque financier conjoncturel et le risque financier structurel sont particulièrement exposées et qu'une intervention publique plus forte est nécessaire.

## PROPOSITIONS ISSUES DE CETTE ETUDE

L'épidémie de coronavirus a un impact social et financier important sur l'ensemble des structures d'éducation à l'environnement d'Île-de-France. Nos réseaux ne sont pas en mesure de se substituer aux collectivités territoriales qui y adhèrent dans la mesure où celles-ci disposent de leurs instances démocratiques leur permettant d'émettre un avis sur la situation. Par contre, en ce qui concerne les associations, les entreprises et les indépendants, **nous faisons quelques propositions de façon à amortir à l'échelle régionale l'impact de la crise épidémiologique et à maintenir la capacité éducative francilienne en matière d'environnement.**



## Mesures conjoncturelles

- Il est proposé de créer une subvention de fonctionnement exceptionnelle de 10 % du montant des prêts que contracteraient les associations et entreprises auprès de France Active dont la fourchette se trouve entre 50 000 et 70 000 €. Ces associations et entreprises s'engageraient par ailleurs à être accompagnées par France Active dans la phase de restauration financière de leur structure.
- En considérant que les associations et entreprises ont une obligation de moyens et non une obligation de résultats relativement aux subventions de projet, il doit être possible de maintenir le versement d'au moins 50 % de ces subventions sans obligation de report ou de réalisation dans la mesure où l'incapacité à réaliser les projets relève non pas d'un manque de moyens, mais d'une cause exceptionnelle externe aux contractants. Cette mesure représente un partage de l'impact entre les deux contractants.
- Dans la mesure où les acteurs de l'éducation à l'environnement ont fortement fait appel au chômage partiel et aux arrêts de travail familiaux, il est difficile pour les associations et entreprises, en effectifs très réduits, d'encadrer des stagiaires de façon correcte et profitable pour eux. Il est proposé, soit d'annuler l'obligation d'accueillir des stagiaires liée aux subventions régionales, soit d'accorder une subvention de 1500 € aux associations ayant maintenu et réalisé l'accueil de stagiaires.

## Mesures structurelles

Le problème conjoncturel de l'épidémie a eu un impact financier d'autant plus grand que les associations et entreprises du secteur de l'éducation à l'environnement sont, depuis plusieurs années, dans un cycle de forte diminution de leurs fonds propres. Il est donc nécessaire de changer le mode de subventionnement des associations et entreprises avec au moins trois mesures :

- L'inclusion du bénévolat valorisé dans les montants subventionnables des projets dans la mesure où ils sont un élément de la faisabilité économique de ceux-ci, sous réserve que celui-ci fasse l'objet d'une comptabilisation et d'un calcul formel correspondant au secteur d'activité de l'éducation à l'environnement.
- La création d'une norme de bonne pratique financière pour les associations et entreprises dans la présentation de leur budget général en ne liant pas l'attribution de subventions à la présentation de leurs budgets généraux uniquement en équilibre, mais aussi à des budgets excédentaires visant à constituer des fonds propres permettant une couverture des charges sur 12 mois et une réelle capacité d'investissement.
- La création, dans les budgets des projets subventionnables, d'une ligne de charges « de structure » correspondant non pas à une proportionnalité difficile à déterminer et invérifiable, en particulier pour les petites structures, mais à un pourcentage fixe établi relativement au compte d'exploitation de l'année N-1 de la demande de subvention.

La création d'un cautionnement régional pour les emprunts faits par les associations et entreprises pour démarrer les projets subventionnés dont le versement est ultérieur à leur démarrage.

Dans le cadre du budget participatif écologique mis en œuvre par la Région Île-de-France, il serait très intéressant d'ajouter aux cinq thématiques déjà existantes celle de l'éducation à l'environnement ; car bien souvent les sujets qu'elle aborde sont transversaux et difficiles à présenter dans le cadre restreint de celles déjà présentes.